

HAGLUND, David G. and MAGER, Olaf (Ed.). *Homeward Bound? Allied Forces in the New Germany*. Boulder (Col.) West-view Press, 1992, 311p.

Stéphane Roussel

Volume 24, numéro 3, 1993

Mondialisation et mutations politiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703227ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703227ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roussel, S. (1993). Compte rendu de [HAGLUND, David G. and MAGER, Olaf (Ed.). *Homeward Bound? Allied Forces in the New Germany*. Boulder (Col.) West-view Press, 1992, 311p.] *Études internationales*, 24(3), 715–717.  
<https://doi.org/10.7202/703227ar>

thropologie stratégique pourrait être l'exposé heuristique des théories construites par les anthropologues et les sociologues empiristes sur les sociétés respectivement observées par eux, la systématisation et l'extension des théories anthropologiques relatives aux sociétés protohistoriques et primitives vers les sociétés respectivement observées par eux, ou la systématisation et l'extension des théories anthropologiques relatives aux sociétés protohistoriques et primitives vers les sociétés industrialisées différenciées et sectorielles.

Dans la seconde partie, «L'organisation de l'espace. Géopolitique», Charnay revoit la genèse de la notion de géopolitique et passe à la géostratégie, passant en revue les concepts de base, la topologie et la morphologie des systèmes stratégiques, et la géographie militaire. Le second chapitre de la seconde partie est celui qui a le plus de potentiel: Charnay annonce par son titre et sa démarche son intention de dépasser le problème qu'a la stratégie depuis Kant, le problème de l'espace. Je ne suis pas d'avis que Charnay ait réussi à faire avancer la stratégie, mais il est important qu'un théoricien connu ait repris le problème, après que des chercheurs moins établis eurent essayé, sans succès notable, de le faire remarquer. Charnay propose de solutionner le problème de l'espace kantien avec l'idée qu'il y a un corridor, une équivalence, et par conséquent une substitution possible, entre puissance et espace. Il s'étend ensuite sur les sujets de la géopolitique génétique, la proxémique et la trajectographie. Il examine aussi la géopolitique comme philosophie de l'histoire, de nouveau à la mode. Mais il conclut

que deux limitations l'enserrent souvent. Elle est globalisante et anthropomorphique, c'est-à-dire qu'elle considère comme un tout, et aussi ayant une volonté déterminable, chaque entité en présence. Elle est relationnelle et situationnelle, c'est-à-dire qu'elle considère les possibilités d'influence de chaque entité en présence. Parmi les conséquences de ces limites, l'on retrouve une conceptualisation volontariste de la répartition géographique des groupes humains. Philosophiquement, la géostratégie, empirique et réaliste, doit servir de contrepoids à la géopolitique lorsque celle-ci se transforme par déterminisme en philosophie de l'histoire. En somme, la stratégie est le résultat de la conflictualité et constitue à la fois la fonction et l'instrument qui règle les tensions interindividuelles et intergroupales, de la négation de ce qui est autre à la reconnaissance de son identité voire à l'espoir de fusion avec lui. Toute stratégie s'inscrit dans un espace qu'elle s'efforce de dominer, ou matériellement ou immatériellement. Il s'agit d'une thèse audacieuse que Charnay adopte, audacieuse parce qu'ouvertement plutôt que subtilement déterministe.

Laure PAQUETTE

Département de science politique  
Wilfrid Laurier University, Waterloo, Canada

HAGLUND, David G. and MAGER, Olaf (Ed.). *Homeward Bound? Allied Forces in the New Germany*. Boulder (Col.) Westview Press, 1992, 311 p.

La fin de la guerre froide marque non seulement la disparition de l'antagonisme est-ouest, mais aussi le début d'une période d'incertitude dans les affaires de la sécurité euro-

péenne. Parmi les facteurs qui contribuent à cette situation, l'avenir des forces alliées stationnées en Allemagne occupe une place importante. C'est avec cette problématique à l'esprit que David Haglund et Olaf Mager ont réuni un groupe d'auteurs chargé d'analyser les fondements, les implications et les enjeux du « régime de stationnement » des troupes de l'Alliance atlantique dans la nouvelle Allemagne.

Pour de nombreux observateurs, la fin de la guerre froide et le retrait des forces russes stationnées en Europe de l'Est devraient inévitablement sonner le glas de la présence militaire alliée sur le sol allemand, la menace justifiant un tel déploiement étant virtuellement disparue. Il s'agit d'un point de vue que ne partagent pas Haglund et Mager, qui rappellent que les troupes de l'Alliance assument d'autres fonctions que la mission de défense du front de l'OTAN. Ce régime joue en effet un rôle essentiel dans le maintien de la stabilité et de la sécurité en Europe. Il constitue tout d'abord un garde-fou contre une éventuelle remilitarisation de la politique allemande et un moyen d'apaiser les craintes de certains États à cet égard. De façon plus générale, le régime de stationnement permet de freiner le processus de « renationalisation » des politiques de défense européennes, ce que plusieurs considèrent comme une source d'instabilité et d'insécurité. Il offre également un cadre à la présence militaire américaine permanente sur le continent. Celui-ci contribue non seulement à souder la cohésion de l'Alliance et à renforcer « l'ancrage » de l'Allemagne dans le système de défense collectif, mais

aussi maintenir un lien étroit entre la sécurité européenne et celle de l'Amérique du Nord.

L'ouvrage se divise en deux parties. Dans un premier temps, les auteurs se penchent sur le contexte politique, stratégique et institutionnel qui contribuera à déterminer l'avenir du régime de stationnement. Ceci implique l'examen de plusieurs questions importantes, soit : le statut politique et légal des troupes déployées en Allemagne, l'adaptation de la stratégie de l'Alliance aux nouvelles conditions créées par la fin de la guerre froide et la signature du Traité CFE, l'impact de la présence militaire alliée sur la politique interne et la société allemande, le processus de redéploiement de ces troupes dans un cadre multilatéral, ainsi que les transformations dans la position stratégique de l'URSS-Russie. Si, dans l'ensemble, les auteurs font preuve d'un optimisme prudent, il n'en demeure pas moins que certaines interrogations persistent, notamment à propos du « niveau de tolérance » de la société allemande.

Dans la seconde partie, les auteurs examinent l'attitude des six États qui entretiennent des troupes en Allemagne. Jusqu'à présent, seuls la France et, tout récemment, le Canada, ont annoncé leur intention de rapatrier l'ensemble de leurs forces. Toutefois, les autres parties au régime de stationnement réduiront de façon substantielle leur contribution militaire au cours des années à venir. Cette tendance, inévitable si l'on considère les problèmes budgétaires et l'évolution du contexte stratégique, ne met pas nécessairement le régime en péril, car la plupart des

États reconnaissent – à des degrés divers, il est vrai – l'importance de son maintien. Comme le soulignent Haglund et Mager, il est cependant urgent d'entreprendre une réforme de ce régime si l'on veut assurer sa survie. Cette réforme devrait s'appuyer sur un renforcement de la coopération multilatérale (créations d'unités multinationales) et sur le redéploiement des troupes dans d'autres États, ceci pour que l'Allemagne ne soit plus seule à assumer le fardeau d'une présence militaire étrangère.

Cet ouvrage présente de grandes qualités. Les textes qui y figurent sont, règle générale, très pertinents et bien documentés, même s'il faut admettre que certains d'entre eux subissent déjà l'usure des événements (notamment celui sur l'URSS). On doit également souligner la cohérence de ce collectif qui, tout en abordant un sujet aux dimensions très variées, reste solidement ficelé autour de la problématique centrale. Mais le plus grand mérite de cet ouvrage est certainement d'entamer une réflexion de fond sur un sujet trop rapidement enterré par certains et trop peu étudié par d'autres, mais qui aura certainement une influence considérable sur l'avenir de la sécurité européenne.

Stéphane ROUSSEL

Département de science politique  
Université de Montréal

LABBÉ, Marie-Hélène. *La prolifération nucléaire en 50 questions*. Paris, Éditions Jacques Bertoin, 1992, 351 p.

Quelques années après la guerre du Golfe et l'éclatement de l'empire

soviétique, cette étude, bien écrite et qui se lit comme un roman, vient à point nommé faire le tour des questions relatives à la non-prolifération nucléaire.

Sans prétention théorique, l'auteur qui s'était déjà illustré dans le passé par un ouvrage remarqué sur *La politique américaine de commerce avec l'Est, 1949-1989*, brosse ici un merveilleux tableau des grands problèmes relatifs au nucléaire. Dans une première partie, Marie-Hélène Labbé s'interroge (8 questions) sur les motifs d'acquisition de l'arme nucléaire en passant en revue l'histoire des politiques des États nantis et des «pays du seuil». Dans une deuxième partie, elle s'interroge (11 questions) sur les doubles chocs de l'éclatement de l'empire soviétique qui crée des puissances quasi nucléaires malgré elles, ainsi que sur les raisons et les causes de l'incurie occidentale face à l'Irak. Au cours d'une troisième partie, l'auteur consacre cinq questions à la dynamique de la prolifération régionale, tandis que la dernière et quatrième est consacrée aux moyens de lutte contre la prolifération et aux autres approches qu'il serait souhaitable de mettre en œuvre pour contenir l'inévitable danger des monstres froids que sont ou que pourraient devenir les États nucléaires actuels ou à venir. Finalement, l'étude aborde sous forme d'annexes les questions techniques sur la fabrication d'une arme nucléaire, les effets d'une explosion nucléaire, la question de savoir si les essais nucléaires sont nécessaires ou non, le coût de l'arme nucléaire, les instruments de contrôle sur les exportations dites «sensibles», le rôle de l'AIEA, les zones dénucléarisées... Ces